

# GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 26 • 25 JUN 2021 • CHF 3.-

**Espagne: la grâce de Pedro Sanchez pour 9 condamnés catalans réouvre les discussions page 5**



**Extinction Rebellion poursuit ses actions coup de poing à Genève et à Berne page 2**



IL FAUT LE DIRE...

## Loi des réalités

Il y a juste une semaine en vote final, les Chambres fédérales ont accepté l'abolition du droit du timbre d'émission sur le capital propre. Un truc compliqué et technique, mais un joli cadeau fiscal d'au moins 250 millions octroyé aux grandes entreprises. Et des recettes en moins pour aider les PME qui font le tissu économique de la Suisse, les restaurateurs et tous les artistes et gens du spectacle, tous ceux pour qui la pandémie représente une fragilisation sociale et économique.

C'est indécent et montre combien la droite parlementaire est déconnectée de la réalité des gens, n'hésitant pas à couper dans les recettes fiscales, pour satisfaire les puissants lobbys. Et pourtant, grandes entreprises et banques n'ont pas souffert de la crise et pour certaines ont même réussi à faire des gains colossaux.

Cela fait au moins 10 ans que la droite demande une suppression de ce droit de timbre qui globalement représentait en 2019 des recettes avoisinant les 2.2 milliards de francs. Cela au nom de la «compétitivité et de l'attractivité de la place suisse». En effet, la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national invitait encore en novembre dernier le Conseil fédéral à prendre position sur le projet 2 de l'initiative parlementaire du groupe libéral-radical, «Supprimer les droits de timbre par étapes».

Ce projet prévoit de supprimer le droit de timbre sur les négociations relatives aux titres suisses et les obligations étrangères avec une durée résiduelle inférieure à un an. Il souhaite aussi supprimer le droit de timbre sur les assurances-vie. C'est encore compliqué, mais vaut plus de 1,5 milliard de francs. Ceci au moment où le gouvernement annonçait un budget 2021 déficitaire. C'est bien l'ensemble de ce revenu fiscal qui est visé, donc à terme plus de 2 milliards. Le vote de la semaine passée s'inscrit dans une logique de redistribution fiscale de bas en haut comme un rouleau compresseur pour qui la crise actuelle n'existe pas. Heureusement, un référendum est annoncé qu'il faudra soutenir.

Mais le ton est donné, comme il l'a été quelques jours avant les votations du 13 juin quand ce même Parlement a refusé une loi qui aurait obligé toutes les collectivités publiques à renoncer aux désherbants de synthèse dans les espaces urbains et les cimetières. Donc sans incidence sur le revenu de quiconque. Une volonté affichée de démontrer qui commande: pas de concessions sociales ni écologiques, un soutien inconditionnel à une économie libérale inégalitaire. Au moins c'est clair... mais ça fait mal. Notre combat est rude certes, mais plus nécessaire que jamais.

Bernard Borel

## Aide à la presse trop ciblée?

**SUISSE • Un paquet d'aide aux médias de 150 millions sur 7 ans a été approuvé par les chambres. Un comité de droite de Suisse alémanique pourrait attaquer la loi par référendum.**

«Nous nous réjouissons que cet objet ait enfin été adopté par le Parlement fédéral. C'est un pas en avant pour la diversité dans le journalisme et les médias», s'enthousiasme Impressum, un des syndicats de journalistes en Suisse. Le projet qui vient d'être ficelé propose notamment une enveloppe de 120 millions pour l'aide indirecte à la presse afin de favoriser la distribution des journaux.

Cinquante millions (au lieu de 30 anciennement) sont alloués à des tarifs postaux préférentiels pour les quotidiens et hebdomadaires de la presse locale et régionale (ce qui concerne *GaucheBdo*). Trente millions (au lieu de 20) seront aussi dévolus aux journaux et périodiques que les associations à but non lucratif adressent à leurs abonnés, à leurs membres ou à leurs donateurs et qui sont distribués normalement (presse associative et presse des fondations).

### Prime à Tamedia

Quarante millions seront finalement enfin octroyés à la livraison matinale des journaux livrés par porteurs privés et enregistrés auprès de l'autorité fédérale. Mise en garde du syndicat Syndicom: «Ce sont toutefois surtout les grands éditeurs comme TX Group (Tamedia) et CH-Media qui en bénéficieront et qui doivent donc en assumer les responsabilités. Ils sont appelés à maintenir leurs titres et rédactions régionales sur les différents sites et à mettre fin aux suppressions d'emplois dont ils sont coutumiers. Il est incompréhensible que, malgré ces nouvelles subventions, on procède dans le même temps à des licenciements collectifs dans les rédactions et auprès du personnel technique des rédactions», rappelait-il en mars.

Dans une enquête du journal en ligne *Heidi.news* (racheté par Le Temps), Marc Guéniat estimait que Tamedia «raflerait 25% de l'aide indirecte, soit 22,8 millions de francs chaque année pendant la période». Pour mémoire, Tamedia est aujourd'hui une entreprise de TX Group et éditeur de la *Tribune de Genève*, de *24 Heures* et du *Tages-Anzeiger* avec une part de marché de 69% en Suisse romande. Puis, «en deuxième position avec 15,5 millions de francs se trouve CH Medien, une co-entreprise entre les titres régionaux du groupe NZZ et ceux d'AZ Medien. En troisième position, se situe Ringier qui pourrait bénéficier de 7,2 millions d'aide par an. En cinquième place, avec 3,6 millions, figure le premier romand, ESH



40 millions seront attribués aux grands groupes pour le portage matinal de leurs journaux. S. Booth

Médias, qui édite *La Côte* et *Le Nouvelliste*, relevait le journaliste d'investigation.

### Première en Suisse

Les Chambres ont aussi approuvé un paquet à 30 millions pour les médias électroniques, qui fait l'objet d'une Loi fédérale sur l'aide aux médias en ligne. Le projet vise à favoriser la transition numérique. Il inclut un soutien aux institutions de formation et de

formation continue, aux organismes d'autorégulation de la branche et aux agences de presse d'importance nationale comme l'ATS.

«Les aides aux médias en ligne, qui seront obtenues sur demande, concernent la presse électronique, qui dégage des revenus sur internet ou qui reçoit des dons pour les contenus. Ce qui fait que des plateformes comme Watson.ch et le nouveau Blick.ch romand, qui ont un modèle basé sur la

publicité, en seront exclus», nous explique Daniel Hammer, secrétaire général de l'association Médias suisses. Celle-ci regroupe des éditeurs de presse écrite quotidienne ou périodique en Suisse romande. «Les pure player (presse «toute en ligne») comme *Republik.ch* ou *Heidi.news* ayant des abonnés ou des journaux comme *24Heures* ou *Le Courrier*, qui ont une offre à la fois sur papier et sur le Net, pourront aussi en bénéficier pour leur offre en ligne. Des nouvelles start-up profiteront d'un régime de faveur durant leurs premières années d'existence. Toutes les conditions d'accès à cette aide devront être précisées dans une ordonnance, passé le délai référendaire», explique-t-il encore.

### Référendum annoncé

Car référendum il y aura certainement. Sous le leitmotiv de «Non aux médias d'Etat. Non aux milliards d'impôts pour les millionnaires des médias», un petit groupe de politiciens bourgeois s'active. «Nous sommes prêts à cette discussion avec la population, mais le comité référendaire use d'arguments populistes, ce qui est regrettable. Il y a urgence, car les revenus publicitaires des journaux sont aujourd'hui phagocytés par les GAFAM et la situation financière de la presse devient critique, raison pour laquelle, il aurait été préférable que cette loi entre en vigueur rapidement. Il faut à tout prix éviter que la Suisse devienne un désert médiatique alors que le peuple se rend aux urnes quatre à cinq fois par an», soutient Daniel Hammer. Pour lui, le prochain combat, à côté du référendum, sera d'obliger les GAFAM à payer pour l'utilisation de contenus rédactionnels. ■

Joël Depommier

## Médias en mode copier-coller

Si vous ne fréquentez pas les réseaux sociaux quelque chose a pu vous échapper concernant le groupe Tx (ex-Tamedia) propriétaire de la *Tribune de Genève*, du *Matin*, de *24 Heures* ou *20 Minutes*.

Le 9 juin dernier, naviguant sur les réseaux à la recherche de «ce que les grands médias passent sous silence», une chose attire l'attention. A la lecture d'un article du *Matin*, intitulé «Emmanuel Macron veut mieux expulser les étrangers irréguliers», puis défilant sur notre fil Twitter, nous tombons sur un article de la *Tribune de Genève* dont le titre sonne comme familier. En effet, il s'intitule lui aussi, «Emmanuel Macron veut mieux expulser les étrangers irréguliers». Envisageant une coïncidence, nous prenons le temps de le comparer au premier. Il est identique, jusqu'à la photographie qui l'illustre. Seulement trois minutes séparent les deux publications. Il s'agit à l'ori-

gine d'un article signé par l'agence de presse française AFP, que l'on peut également lire à l'identique dans les colonnes (web) des journaux *24 Heures* et *20 Minutes*.

A l'heure où *GaucheBdo* subit une cure d'austérité qui hier lui a coûté ses couleurs et lui coûtera, demain, de réduire ses postes salariés, voir le premier groupe de presse suisse faire du journalisme copier-coller est un choc. D'autant qu'il s'agit dans ce cas (il en existe d'autres), de relayer la propagande d'un gouvernement qui fait du pied à l'extrême-droite. Au pays du capitalisme libéral, certains ont décidé de la «concurrence libre et non-fauscée» à géométrie variable. Profitons de ces quelques lignes pour, à nouveau, vous appeler à soutenir notre journal, qui sans vous ne pourra continuer à exister.

Jorge Simão

# Nouvelle action d'Extinction Rebellion

GENÈVE • Dans un acte de désobéissance civile, le mouvement a porté des accusations à l'encontre d'Ethos, une fondation de conseils en investissements. Des reproches auxquels elle a répondu publiquement.

Vendredi dernier, au matin, dans le quartier du Pont-Rouge l'ambiance est au calme. A la terrasse d'un café, aux côtés de représentants des principaux médias genevois, nous attendons qu'Etienne, membre du mouvement citoyen pour la protection du climat et de la biodiversité, Extinction Rebellion (XR), nous indique «la cible» du jour. Alors que plusieurs groupes d'individus arrivent soudainement de toute part, Etienne nous informe que dans leur viseur se trouve la Fondation Ethos. Elle nous sera d'abord présentée comme gérant «un tiers des actifs des caisses de pensions en Suisse», dont celle de l'Etat de Vaud (CPEV) et celle de prévoyance de l'Etat de Genève (CPEG)<sup>1</sup>.

## Caisses de pension controversées

Pendant qu'une partie des membres d'XR fait irruption dans le bâtiment d'Ethos, une autre s'installe sur le parvis et expose ses motivations. «Les caisses de pension confient l'argent de nos retraites à la fondation Ethos parce qu'elles pensent qu'elles seront investies de manière responsable, dans le respect de la charte de la fondation. Visiblement ce n'est pas toujours le cas», explique une membre d'XR qui rappelle que la dite charte stipule que la fondation a pour buts de «favoriser la prise en compte, dans les activités d'investissement, des principes du développement durable et des règles de bonne pratique en matière de gouvernement d'entreprise» et de «promouvoir un environnement socio-économique stable et prospère, au bénéfice de la société civile dans son ensemble et qui préserve les intérêts des générations futures». Or, pour XR, la présence des compagnies Nestlé et Holcim, multinationale active dans le ciment et basée en Suisse, «dans le portefeuille» d'Ethos est incompatible avec ces buts.

Le mouvement reproche, notamment, aux deux entreprises d'être «responsables respectivement de 110 et 130 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> par année», ce qui représenterait «trois fois» les émissions suisses. Alors que l'exposé des motifs de l'action se termine, deux militantes descendent la façade du bâtiment en rappel afin d'y apposer des banderoles. Sur l'une d'elles on peut lire «Ethos tes investiss'mentent». Pendant ce temps des



Les militant.es d'Extinction Rebellion ont déployé leurs banderoles sur la façade du bâtiment qu'occupe la fondation Ethos.

JSO

militant.es repeignent la façade et d'autres le parvis. Dans une action assez théâtrale, ils.elles font mine de laver ce dernier à l'aide d'une sorte de jus vert, comme pour symboliser le «greenwashing» reproché à la fondation.

## Intervention policière

Débarquent alors une quinzaine d'éléments du peloton de Gendarmerie mobile en tenue anti-émeute. «Votre manifestation n'est pas autorisée. Le propriétaire du bâtiment porte plainte. Toute personne présente devra présenter une pièce d'identité et pourra être poursuivie», tance un gendarme à l'aide d'un mégaphone aux près de 60 membres d'XR présent.es. Ce qui ne semble impressionner personne puisque l'action continue.

Certain.es militant.es profiteront même de la présence de la police les encerclant, pour mener une forme de pédagogie climatique auprès des agents. «Vous devez protéger le peuple, pas les multinationales!», lance

l'un d'eux à un gendarme, tandis qu'un autre lui demande, «Vous n'avez pas honte? Ce sont vos retraites dont il est question. Vous avez sûrement des enfants et c'est pour eux que l'on se bat». Aucune violence ne sera exercée par les forces de l'ordre, ce matin-là. Elles se contenteront de nasser la foule. Ceci avant de rompre les rangs sans raison apparente. Pour aller se dissimuler derrière les pylônes de l'entrée du bâtiment.

## Discussion publique

Un retrait policier possiblement dû à l'arrivée sur le parvis de M. Vincent

Kaufmann, directeur d'Ethos, venu répondre publiquement à XR devant journalistes et caméras. Selon lui, il y a incompréhension. «Nous donnons des conseils aux caisses de pensions et des notes aux investissements, comme à l'école, mais ce sont les caisses qui ont le dernier mot quant aux choix de ces derniers», explique-t-il. Ceci aux côtés de la petite délégation de XR qui a mené des pourparlers à l'intérieur et lui a proposé cet échange public. En sus de ces conseils et notations, Ethos est actionnaire d'entreprises qu'elle recommande afin de peser sur les conseils d'admini-

nistration de celles-ci, d'après M. Kaufmann. «Nous y possédons souvent 0,01% d'actions. Parfois les caisses nous délèguent leur vote. Nous montons alors à 5 ou 6%», développe-t-il.

«Alors c'est ainsi que cela fonctionne? Il faut être présent dans des conseils d'administration pour décider de l'avenir d'une planète qui appartient littéralement à tout le monde», s'insurge une militante. «C'est une question de modèle économique. Vous n'allez pas me tenir responsable de cela», rétorque le directeur d'Ethos. Soulignant à demimot une absence dans la mobilisation, celle du terme *capitalisme* que nous n'avons pas entendu une seule fois.

## Greenwashing?

Questionné sur les accusations de «greenwashing» liées au fait qu'Ethos continue de recommander les investissements dans Nestlé et Holcim, M. Kaufmann répond: «Nous le faisons car ces entreprises ont proposé des *roadmaps* (plans et objectifs sur les questions écologiques et sociales). Par notre travail, nous pouvons avoir un suivi sur ces derniers, réaliser des rapports en la matière pour voir comment les choses évoluent». Afin de permettre à XR de faire entendre ses revendications, le directeur d'Ethos s'est engagé à proposer au Conseil de fondation qu'il reçoive une délégation lors de sa prochaine réunion prévue en septembre.

Au moment où la foule commence à se disperser, sans être inquiétée, nous demandons à un policier si des personnes seront poursuivies par le propriétaire du bâtiment. Il explique qu'en réalité il n'y a jamais eu de dépôt de plainte de ce dernier. ■

Jorge Simão

<sup>1</sup> La CPEG et la Caisse Paritaire de Prévoyance de l'Industrie et de la Construction (CPPIC) sont cofondatrices d'Ethos.

## Extinction Rebellion presse Berne d'agir

Extinction Rebellion (XR) pose une forme d'ultimatum au Conseil Fédéral. Ce dernier est sommé de s'engager d'ici au 20 septembre à «dire la vérité», en déclarant l'urgence climatique et écologique. Il doit aussi «agir maintenant» et mettre fin immédiatement à la destruction des écosystèmes, par une réduction des émissions anthropiques de gaz à effet de serre à zéro net d'ici à 2025. Le Gouverne-

ment est enfin mis en demeure de «dépasser les divisions et blocages politiques» en mandatant des Assemblées citoyennes tirées au sort pour décider de la marche à suivre. Si ces engagements ne sont pas tenus, les membres d'XR promettent de paralyser la plus grande ville du pays, Zurich, à compter du 3 octobre 2021. Et ce jusqu'à ce que leurs demandes soient satisfaites. JSO



## VD: Grève au CHUV lausannois



Ce 23 juin, l'ensemble du personnel de l'hôpital universitaire vaudois, de même que les employé.es du secteur médical et para-médical du Canton étaient invités à faire grève. Une manifestation en soirée était prévue. «Au CHUV, tous les indicateurs sont au rouge: les taux d'absence atteignent des niveaux records, jusqu'à 25% dans certains services; les démissions et les arrêts de carrière se multiplient; les congés ne sont pas remplacés; la direction fait un recours systématique au personnel intérimaire parce que les services sont sous-dotés», expliquait le syndicat du SSP avant la journée. Une AG du personnel avait adressé précédemment une série de revendications à l'autorité cantonale, en particulier pour augmenter les effectifs ou permettre une revalorisation salariale de certaines fonctions. «Les autorités ont tout refusé en bloc», accuse le SSP. Le mouvement marquait aussi le départ de la campagne «Road to Strike» du SSP. Dès le mois d'août, le syndicat prévoit un tour de Suisse, avec un bus, pour rencontrer les travailleur.euse.s des institutions de santé. «L'objectif est de mettre en mouvement le secteur santé afin de faire aboutir les revendications des personnels pour de meilleures conditions de travail et salariales», expliquent Beatriz Rosende et David Gygax, secrétaires syndicaux. Réd. / SSP Vaud

# Des énergies renouvelables et vite

**SUISSE • Le Conseil fédéral veut renforcer l'approvisionnement en électricité sûr reposant sur des énergies renouvelables. Le retour de l'ouverture de marché de l'électricité pour les petits consommateurs, contenue dans le projet, est mal vu à gauche.**

Est-ce dû à l'échec de la Loi CO<sub>2</sub> devant le peuple, toujours est-il que le Conseil fédéral est rapidement monté au créneau le 18 juin pour annoncer sa volonté de renforcer une production indigène d'électricité à base d'énergies renouvelables, en proposant une Loi relative à un approvisionnement en électricité sûr reposant sur ce type d'énergies. Pour y parvenir, des valeurs cibles définissant, d'une part, le développement visé pour l'énergie hydraulique ainsi que pour d'autres énergies renouvelables et, d'autre part, la réduction de la consommation énergétique et électrique par personne, seront inscrites dans la nouvelle Loi. «Par rapport au niveau de l'an 2000, la consommation énergétique moyenne par personne et par année doit baisser de 43% d'ici à 2035 et de 53% d'ici à 2050, celle en électricité de 13% d'ici à 2035 et de 5% d'ici à 2050» est-il précisé dans le projet de loi. On attend pour voir.

Le gouvernement entend aussi financer les installations nécessaires, en priorité de grandes centrales hydrauliques à accumulation, au moyen d'un «supplément hiver» pour assurer une sécurité durable de l'approvisionnement en électricité pendant les mois les plus froids. Il veut aussi développer le photovoltaïque, de biomasse, les installations éoliennes et les installations géothermiques. «Les grandes installations photovoltaïques, par exemple, seront encouragées par le biais d'appels d'offres publics. Le système de rétribution de l'injection (SRI, qui permet la commercialisation directe obligatoire du courant produit par des installations à partir d'une certaine puissance installée, *ndlr*) prendra fin comme prévu et sera remplacé par

des contributions d'investissement», a précisé Simonetta Sommaruga, cheffe du Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication.

## «Un projet surchargé»

Saluant ce programme, le PSS considère que la énième tentative d'ouverture complète du marché de l'électricité, contenue dans le projet, va dans le mauvais sens. «Celle-ci crée plus d'incertitudes, alors que nous avons urgemment besoin de garanties d'investissement», soulignent les socialistes. «Il faut tirer les leçons de l'échec de la Loi sur le CO<sub>2</sub>. Un projet surchargé n'a aucune chance devant le peuple», abonde la conseillère aux États Elisabeth Baume-Schneider (JU). Estimant que les Chambres fédérales doivent dissocier le projet en deux éléments distincts: l'expansion de la production d'énergie renouvelable d'une part, et la question de la libéralisation du marché de l'électricité d'autre part.

Pour les Verts, le projet va dans le bons sens. Tout en critiquant aussi l'ouverture complète du marché de l'électricité, ils demandent que les mesures en matière d'efficacité et de sobriété énergétiques soient nettement renforcées. «Prendre des mesures en faveur de l'efficacité et de la sobriété énergétiques est primordial pour effectuer le tournant énergétique, rapidement et à moindres frais. En effet, il faut d'abord diminuer nos besoins énergétiques actuellement couverts par le pétrole et le nucléaire, avant de les remplacer par du renouvelable. Or, le Conseil fédéral ignore la nécessité d'agir à ce niveau, en témoigne l'insuffisance des mesures prévues», soulignent-ils. «Si le marché était entière-



Le Conseil fédéral veut renforcer le secteur de l'énergie hydraulique, notamment pour assurer l'approvisionnement en hiver.

ment libéralisé, quelque 700 entreprises d'approvisionnement en énergie se retrouveraient en concurrence pour attirer les clients finaux dans tout le pays - avec des campagnes de marketing coûteuses financées par les prix de

l'électricité. Les distributeurs d'énergie y perdraient la prévisibilité et la sécurité des investissements, soit la base de la stabilité du réseau et du passage à un approvisionnement décentralisé en énergies renouvelables», estime l'Union

syndicale suisse (USS), qui soulignait que seuls les grandes entreprises électriques FMB, Axpo et Alpiq ont un intérêt matériel à l'ouverture du seul marché domestique de l'électricité. ■

Joël Depommier

## Jamais plus sans mon consentement

**NEUCHÂTEL • Des membres du POP et des Jeunes POP neuchâtelois se sont fait photographe afin d'appuyer l'intégration du consentement dans la définition du viol, une campagne menée par la Grève féministe romande.**

Nous étions 120'000 dans la rue lundi dernier pour, une fois de plus, demander l'égalité envers les femmes que nous sommes. Depuis 2019, notre situation s'est aggravée: baisses de salaire, conditions de travail plus rudes, pertes d'emploi, augmentation de l'âge de la retraite et des violences domestiques font partie des lourdes conséquences. Ceci n'est plus à prouver: comme tant de groupes précarisés, nous faisons partie des premières victimes des dérives capitalistes, particulièrement violentes en ce moment.

### Définition du viol controversée

Sous couvert d'autres priorités médiatiques, de nombreuses mesures ont passé la rampe au Parlement et au Gouvernement, évitant ainsi un débat médiatique qui aurait été bien plus virulent en temps normal. La révision du droit pénal relatif aux infractions sexuelles en fait partie. Ce projet présenté par le Conseil des États étend la définition du viol ainsi que la protection des personnes majeures. Il crée la disposition d'atteinte sexuelle, concernant les «adultes non-consentants qui subissent un acte sexuel sans recours à la force».

C'est notamment cette dernière mesure qui dérange, et à raison: elle permettrait de juger une violence sexuelle comme un simple délit, et non comme un crime passable de 10 ans de prison. Avec une telle révision, il serait possible de s'en sortir avec une peine bien plus légère, soit 3 ans maximum. Elle diminue donc énormément la gravité des actes sexuels non consentis.

### Le consentement porté disparu

De plus, un élément fondamental est complètement absent du projet: la notion de consentement. Celle-ci fait pourtant

partie des normes internationales comme celles de la Convention d'Istanbul, ratifiée par la Suisse en 2017, où la définition du viol est basée sur l'absence de consentement. C'est ainsi toute la gauche, les Verts-libéraux et le Centre qui rejettent le projet de loi. Le PS et la Grève féministe ont lancé des campagnes afin de soutenir l'introduction du consentement dans la loi: «Seul un oui est un oui» (PS) et «Pas sans mon consentement» (Grève féministe romande).

### Visibiliser un tabou

Cette dernière campagne réalise des portraits de personnes actives en politique, artistes et anonymes qui soutiennent cette vision. Elle met également en avant des témoignages de personnes agressées sexuellement, afin de visibiliser ce problème qui reste tabou dans notre société. En tant que populistes et jeunes populistes neuchâtelois, nous nous sommes prêtés à l'exercice afin de montrer notre soutien à cette cause fondamentale, sur laquelle la Suisse est, comme souvent, en retard.

Nous voyons souvent les partis de droite (et pas seulement!) prétendre qu'ils font leur part dans la lutte pour l'égalité et la cause des femmes, notamment sur les réseaux sociaux ou dans leurs programmes électoraux, et parfois même dans les manifestations. Mais lorsque les occasions de concrétiser cet engagement se présentent, ce «soutien» n'existe plus. N'oublions pas qui a voté pour ce projet de loi. N'oublions pas qui a voté pour l'augmentation de l'âge de nos retraites. Souvenons-nous en aux prochaines élections et surtout, souvenons de celles et ceux qui luttent, concrètement et depuis toujours, pour des mesures réellement sociales et leur maintien. ■

Léa Aligizakis

## Le PSS affiche ses tendances

**SUISSE • Une plate-forme sociale libérale est entérinée au sein du PSS.**

On trouve de tout au PS. Il y a le camp rouge, celle de la Jeunesse socialiste. Réunie le 19 juin, celle-ci a décidé de lancer une nouvelle initiative «Make the rich pay for climate change». Celle-ci exige une limitation des fortunes à 100 millions de francs. Les entrées fiscales supplémentaires seront utilisées pour des investissements écologiques afin de lutter contre la crise climatique. «Il est temps pour les super-riches, qui profitent depuis bien trop longtemps de notre système économique destructeur pour le climat, de passer à la caisse et d'alléger la charge financière pesant sur la majorité de la population», expliquent les jeunes socialistes. On ne saurait être plus clair.

Dans le même temps, de l'autre côté, émerge une tendance plutôt rose pâle. Cette semaine, le grand frère du PS a décidé d'entériner la création d'une plateforme réformiste, qui regroupe et représente les voix sociales-libérales au sein du PS.

Groupe informel depuis 2016, cette tendance devient dorénavant une association. Celle-ci naît juste quelques jours après que le populaire conseiller d'État zurichois, Mario Fehr, qui en a frisé plus d'un au sein de son parti du fait de ses positions

sur l'asile et la sécurité, a décidé de quitter le parti après 39 ans de bons et loyaux services.

### Un seul Romand dans le groupe rose pâle

Ce n'est donc pas lui que l'on retrouve à la tête de la plate-forme, mais son homonyme, Erich Fehr, maire de Bienne. On ne trouve qu'un Romand, le conseiller communal de Courtepin (FR), Pascal Vinard, dans le comité du groupe de 12 personnes de l'association A l'occasion de son lancement, celle-ci a fait savoir qu'elle entendait s'engager sur trois points. Soit poursuivre le développement d'une économie de marché sociale et compétitive, renforcer des relations institutionnelles avec l'UE, en appuyant une adhésion à l'Espace économique européen (EEE) ou à l'UE, et favoriser une défense nationale efficace. Dans ses positions, la plateforme s'oppose à une intervention plus forte de l'Etat dans l'agriculture, mais renforcer la sécurité publique ou travailler en faveur des PME. «Nous refusons de nous entêter à poser des exigences maximalistes», précise-t-elle dans un papier de base. Ça, on l'avait compris. ■

JDr

## ON NOUS ÉCRIT

L'Après 13 Juin:  
Réinitialisons la défense  
professionnelle!

Paul Sautebin, ancien président d'Uniterre JU-JB revient sur les votations du 13 juin sur les initiatives «Eau propre» et pour l'interdiction de pesticides.

La question agro-alimentaire est devenue essentielle dans le contexte de crise globale que nous traversons: pandémie, climat, migration, environnement, biodiversité. Dans le productivisme et consumérisme à tout-va, la nourriture reprend toute sa place car notre approvisionnement et la santé publique ne semblent plus assurés ici et ailleurs. Comme on l'a vu dans la campagne en vue des votations du 13 juin, des questions sous-jacentes aux initiatives n'ont pas été abordées, en particulier celle des marchés libéralisés, qui étranglent quotidiennement les paysannes et paysans et qui, in fine fait disparaître mille exploitations chaque année. Ainsi que différentes formes de dépossession en termes de valeur, de dépendance technologique et financière.

Initiatives phyto ou pas, la branche agricole est toujours en voie d'être sciée par le processus sans fin de la concurrence. Ces questions ont été quelque peu biaisées par les initiateurs, les Verts, le PS et les ONG environnementales alors qu'ils chargent l'agriculture de normes environnementales sans dénoncer ce dispositif économique prédateur. Elles l'ont tout autant été par les organisations paysannes partisans du 2x NON. Aucune mobilisation n'est venue pour défendre la cause des familles paysannes face à l'emprise des filières de production. La campagne de votation a moralisé, individualisé la question agro-alimentaire: le paysan n'a qu'à, le consommateur n'a qu'à, en faisant fi que l'agriculture est indissociable de la société avec qui elle fait le territoire commun. D'autre part, on déclamaient à coups d'affichage les menaces sur l'approvisionnement, la montée des prix, le gaspillage, plus d'importation, des pertes d'emploi, etc. alors que les normes et la lutte concurrentielle industrielle et commerciale génèrent un gaspillage alimentaire en milliards de francs, de tonnes de CO<sub>2</sub>, de durs labeurs, détruisent des emplois, font baisser les prix agricoles, en oubliant que la Suisse exporte une bonne part de son territoire en fromage, lait en poudre et autres.

Les défis sociaux, environnementaux, climatiques, d'exode, d'insécurité traversent inexorablement l'agriculture pour le meilleur et pour le pire. Par conséquent, il est impératif que les paysannes et paysans se réorganisent pour assurer leur autonomie en s'émancipant de la subordination à l'agro-industrie, qui chapeaute l'agriculture et la politique agricole. Une alliance avec les mouvements sociétal, environnemental, climatique va de soi et peut s'articuler sur la Souveraineté alimentaire. Parce que cette dernière s'inscrit dans un mouvement de lutte pour l'extension de la démocratie, s'adresse aux ins-



«Il est impératif que la paysannerie paysans se réorganise pour assurer son autonomie», estime Paul Sautebin

Pictures Jettcom

titutions, vient donner à la société les moyens de faire des choix en termes de politique agricole, de santé publique et d'environnement sur le territoire qu'elle habite et habitera dans le futur.

Un de ces moyens est la régulation des marchés nationaux afin de s'affranchir de la concurrence mondiale. Comme on le voit avec la pandémie, les Etats se voient obligés d'intervenir. Il en va de même pour la santé publique, l'alimentation, le climat. Les sociétés ne peuvent pas faire dépendre leur avenir des lois du marché. Une chose est sûre, c'est autour d'une vision ouverte vers et par la démocratie qu'une convergence d'intérêts et de luttes, notamment sociales, environnementales, féministes et migratoires, climatique, est possible. ■

Paul Sautebin,  
ancien président d'Uniterre JU-JB

Plaidoyer en faveur  
de la citoyenneté  
européenne

Après des années de négociations, le Conseil fédéral décide, le 26 mai dernier, de mettre un terme aux négociations avec l'UE sur un accord institutionnel. Ce renoncement suscite des réactions autour de ce que la Suisse peut y perdre. Les propos reproduits ici n'engagent que leur auteur.

Viscéralement antieuropéen..., le PdT-POP salue sans réserve l'échec du Conseil fédéral sur l'accord institutionnel, accord dont paradoxalement ce gouvernement avait lui-même lancé l'idée. Dans la foulée, le parti rappelle son opposition ferme à l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne, «ultralibérale», «antisociale» et «impérialiste». Qu'il soit

rassuré: le sabotage de ce projet vital d'adhésion semble cautionné de toutes parts ou presque tant l'évanescence de la réflexion politique et prospective est manifeste. Cette rupture unilatérale de la négociation signifie d'abord la fin programmée des accords bilatéraux existants, ce dont le PdT-POP, toujours à la pointe du combat social, se félicite. Mais voilà, s'opposer à ce que la Suisse, sans doute le pays le plus ultralibéral du continent européen, puisse s'aligner sur un droit supranational, plus social à bien des titres que le droit suisse, est une position pour le moins originale, qui fera date.

Ce d'autant que la perte de marchés entraînée par l'abandon direct ou progressif des accords bilatéraux conduira inévitablement à de lourdes pertes d'emplois, aggravées par de nouvelles délocalisations, elles-mêmes stimulées par la remise en cause de la libre circulation des personnes et des biens. En contrepartie, cela tombe sous le sens, le pays retrouverait sa pleine souveraineté, ce qui suppose un pouvoir décisionnel sur tout et pour tout: plus le mensonge est gros, plus ça passe... sous les applaudissements de l'UDC, maîtresse absolue du jeu politique.

C'est ainsi, du dehors paraît-il, que l'on réformera inévitablement l'Europe, et – à titre d'exemple à court terme – que l'annulation, de programmes de formations et de recherches, largement financés par l'Europe, renforcera notre pays dégagé de tout devoir de concertation et de réciprocité. C'est ainsi qu'enfin libérée de la tutelle européenne, la Suisse confortée dans ses fantasmes souverainistes s'engagera vaillante et régénérée dans la voie du progrès économique et social!

L'Union européenne n'est pas exempte d'erreurs, inhérentes le plus souvent à la complexité de ses composantes. Mais elle est une réalité qui se construit inexorablement d'étape en étape aux frontières de la Suisse et bien au-delà. Il faut s'en réjouir, sans désespérer de voir un jour le citoyen suisse accéder enfin à la citoyenneté européenne. ■

Denis Bouvier

Répondre  
à l'urgence  
climatique  
en négligeant  
l'urgence sociale,  
cela produit  
des «gilets jaunes»

Le refus de la loi CO<sub>2</sub> a fait une première victime: la présidente du PLR suisse, Petra Gössi, qui a démissionné de sa présidence. Elle incarnait un possible virage «vert» (très pâle, pourtant) des radelibes, mais elle a été lâchée par ses troupes, son électorat et même ses lieutenants, tel le funeste grimpon valaisan Philippe Nantermod, alors que la loi portait une marque PLR visible et que c'est d'abord ce parti qui devait mener campagne pour la faire passer. Au lieu de quoi la position du parti était minée par des notables, combattue par les Jeunes PLR, et que sitôt le refus populaire de la loi connu, certains (Nantermod, notamment) se sont empressés de proclamer la fin de la «vague verte» et d'accuser les Verts de ne pas l'avoir assez soutenue, alors que 85% de leurs électeurs l'ont fait, puis, comme la Conseillère nationale vaudoise Jacqueline de Quattro, ont repris le discours de l'UDC contre une loi punitive et taxatrice, en glissant au passage une proposition de réductions fiscales. Bon, c'est pas grave, les Nantermod, c'est le problème du PLR suisse, pas le nôtre, qu'il se démerde avec, on a autre chose à faire. A commencer par faire comprendre que des mesures fortes, radicales au sens étymologique du terme (s'attaquant à la racine des problèmes) contre les causes humaines du réchauffement climatique sont inévitables, en sus d'être légitimes. Le vote du 13 juin ne ferme pas le débat, n'en est qu'un moment, mais un moment de confirmation (pour nous) ou de révélation (pour d'autres) qu'on ne relèvera pas l'urgence climatique sans relever en même temps l'urgence sociale. Cela vaut pour des mesures telles que celles proposées par la loi CO<sub>2</sub> refusée par le peuple, et cela vaut pour toutes les mesures environnementales que nous aurons à proposer. Car à tenter de répondre à l'urgence climatique en oubliant l'urgence sociale, on ne produit en France que des «gilets jaunes» et en Suisse un «non» à la loi CO<sub>2</sub>. ■

Pascal Holenweg,  
adapté par la rédaction

Paru sur [www.causetoujours.blog.tdg.ch](http://www.causetoujours.blog.tdg.ch)

## AGENDA

«Semenciers, semencières - Au Nord et au Sud,  
un artisanat du vivant»

Jusqu'au 26 juin, Serres de Belle-Idée, Chemin du Petit-Bel-Air 2, Chêne-Bourg (du lundi au jeudi et le samedi de 10h à 18h), ensuite à Genève

Composée d'images d'artisan-nés semencier-ères réalisées par les photographes Elisa Larvego, Christian Lutz et Serge Boulaz, l'expo est enrichie de textes et de témoignages et se prolonge sur son site Internet expo-semences.ch. Véritable plaidoyer de notre rapport à la nourriture, elle informe autant qu'elle interroge. Elle sera aussi présentée du 29 juin au 22 juillet à Meyrin, du 23 juillet au 19 août à Vernier et du 20 août au 6 septembre à Onex.

## Pique-nique de fin d'année

Vendredi 25 juin, dès 19 h Maison de Quartier Sous-Gare (dans la cour), Lausanne

Avec la chorale de la Maison de Quartier Sous-Gare, Pièces détachées (food for thoughts), entre lecture et concert, puis Trio de poche (the horn that wakes the sleepers), entre rock survitaminé et fanfare déglinguée et El diablo grande (between jazz and hell), entre rock explosif et jazz apaisé.

## Big bounce III - Alain Damasio

Samedi 3 juillet, Club 44 - 15h15 et 20h30 - ABC - Temple Allemand, La Chaux-de-Fonds

En compagnie de Marc Atallah, l'écrivain de science-fiction Alain Damasio partagera ses réflexions sur le devenir de notre monde en prolongement de son livre Les Furtifs (Ed. La Volte 2019). A20h30, spectacle «Enter dans la couleure», texte et voix: Alain Damasio guitares: Yan Péchin

SANA RO, PRODUCTEUR D'ASSUGRIN VEUT FERMER  
SON SITE VALAISAN...

# Une grâce pour réouvrir les débats

ESPAGNE

**Le gouvernement de gauche décide de gracier et libérer sous conditions 9 dirigeants indépendantistes catalans emprisonnés depuis près de quatre ans pour avoir organisé d'un référendum sur l'indépendance le 1<sup>er</sup> octobre 2017.**

Announced à Barcelone lors de sa visite en Catalogne, puis ratifiée en conseil des ministres ce mardi, la décision de grâce partielle pour 9 leaders indépendantistes catalans, accusés de sédition et pour certains de détournement de fonds, entrés en prison en 2019, va faire l'objet d'un décret royal, qui devra être signé par le Roi. Condamnés à des peines de prison de 9 à 13 ans, l'ex-vice-président de la Generalitat (gouvernement catalan) Oriol Junqueras, les anciens ministres catalans Raul Romeva, Joaquim Forn, Jordi Turull, Josep Rull y Dolors Bassa, l'ex-présidente du Parlement Carme Forcadell et les leaders de ANC (Assemblée nationale catalane) et Òmnium Cultural, une association qui œuvre pour la promotion de la langue et de la culture catalanes et pour l'identité des pays catalans, Jordi Sánchez et Jordi Cuixart seront soumis à un strict régime conditionnel. Ils/elles ne pourront pas commettre de «délit» jusqu'à l'échéance initiale de leur peine et resteront privés d'exercice de leurs droits civiques.

## Meances de Vox et de la droite

Dans son discours au théâtre Liceu de Barcelone, Pedro Sanchez, chef de gouvernement espagnol a expliqué que «cette mesure de grâce n'exigeait pas que ceux qui en bénéficient changent d'idées. Dans les faits, ces personnes n'ont pas été sanctionnées pour leurs idées, mais bien pour leurs actes contraires à la légalité démocratique.» «Ces grâces sont des gestes qui peuvent atténuer le conflit, atténuer la douleur

de la répression et la souffrance de la société catalane, et tout geste dans la ligne de la dé-judiciarisation du conflit aide à aller dans cette voie», a reconnu Oriol Junqueras. «Cette décision est la reconnaissance que les condamnations étaient injustes», a déclaré, de son côté, le président de la Generalitat, Pere Aragonès (Gauche républicaine), dans une déclaration institutionnelle.

Rappelons que le référendum auto-détermination de 2017 sur l'indépendance de la Catalogne, avait été proposé à l'initiative du gouvernement régional de Catalogne et approuvé par le Parlement de Catalogne. Le 10 octobre 2017, le président de la Généralité Carles Puigdemont (aujourd'hui exilé en Belgique et toujours menacé d'extradition) avait annoncé l'indépendance et indiqué «suspendre» celle-ci «dans l'attente d'un dialogue avec le gouvernement espagnol». Le 17 octobre 2017 le Tribunal constitutionnel espagnol avait déclaré illégal ce référendum et annulé sa loi. Alors que le 27 octobre, le parlement de la Généralité de Catalogne proclamait l'indépendance sous forme de République, le gouvernement espagnol de Mariano Rajoy (PP) répondait instantanément avec l'Article 155 de la constitution, mettant la Catalogne sous tutelle, destituant le parlement et son président et lançant des élections régionales pour le 21 décembre 2017.

## Partie de poker menteur

Pour le journal de gauche, *El Salto*, le calcul politique de Pedro Sanchez est clair: les grâces sont une étape nécessaire pour s'assurer, dans la mesure



Manifestation à Madrid pour la liberté des prisonniers politiques catalans en 2018.

Adolfo Lujan

du possible, un soutien nécessaire de la gauche catalane au Congrès en vue de prolonger la législature après un an et demi difficile, marqué par la pandémie et la crise économique. Le journal s'attend aussi à ce que le gouvernement subisse l'hostilité du Parti populaire, de Vox (qui a annoncé recourir devant le Tribunal suprême) et de certains secteurs de la droite nationaliste espagnole et «n'aura pas les applaudissements unanimes du mouvement indépendantiste cata-

lan». Si la Gauche républicaine (Esquerra Republicana) accepte la main tendue, elle considère toujours nécessaire d'accorder une amnistie générale pour résoudre le cas global des plus de 3000 cas de personnes impliquées dans des affaires judiciaires liées au référendum et aux manifestations pour l'indépendance. «Le moment est aussi venu d'un référendum d'indépendance en Catalogne avec un aval international», a encore fait savoir Pere Arago-

nès, qui en fera part lors de la prochaine table de dialogue prévue entre les gouvernements espagnols et catalans. «Pedro Sánchez y réaffirmera son engagement en faveur des voies constitutionnelles et de son Agenda pour la Réunion, qui a beaucoup plus à voir avec la négociation de questions gouvernementales et de gestion qu'avec le fond politique du conflit», estime le journal *Publico.es*. Le bras de fer est loin d'être terminé. ■

Joël Depommier

# Neutralité climatique, leurre des grands pollueurs

**ENVIRONNEMENT • Un rapport révèle que les promesses de neutralité climatique des entreprises qui contribuent le plus au réchauffement de la planète ne s'appuient sur aucune base réelle.**

L'année écoulée a été riche en grandes promesses et en soi-disant plans pour enrayer la crise climatique. Les entreprises super-émétrices, contribuant le plus au réchauffement de la planète, ont mis en avant un programme «net zéro». Il est aussi appelé neutralité climatique. Et vise à compenser ce qui est émis. Ceci par le biais d'actions irréalistes et à très long terme... Aujourd'hui, un rapport révèle comment ces promesses cachent... des plans climatiques insuffisants qui, loin d'apporter une contribution, vont retarder l'action climatique.

## Programme aux effets délétères

*The Big Swindle (La grosse arnaque)* est une étude publiée par Corporate Accountability, The Global Forest Coalition et Friends of the Earth International. Sa principale conclusion est que les grands pollueurs font la promotion d'un programme net zéro pour «retarder, nier et tromper». La communauté scientifique ainsi que les milieux universitaires et militants ont déjà manifesté leurs inquiétudes quant à l'orientation des politiques climatiques vers la neutralité climatique. Ils estiment que ces plans ne sont pas conformes à la réalisation de l'objectif principal de l'accord de Paris: limiter l'augmentation de la température mondiale à moins de 1,5°C.

Il ressort clairement de ce rapport que les objectifs des entreprises en matière de neutralité

climatique ne sont souvent pas étayés par une des faits tangibles. Nombre d'entre ces objectifs sont trop ambigus et n'impliquent aucune réduction réelle des émissions. Ou ils relèvent de l'arithmétique impossible lorsqu'il n'y a pas assez de terres disponibles pour les compensations qui seraient nécessaires pour atteindre le zéro net.

Le rapport est construit à partir de l'analyse des plans d'industries polluantes clés. Ainsi les industries des combustibles fossiles et de l'énergie, celles de l'aviation et de la technologie. Mais aussi le commerce de détail et la distribution de biens de consommation. Sans oublier les industries financières et agroalimentaires. Le document passe également en revue certaines des stratégies utilisées par ces industries pour faire en sorte que leur programme «zéro émission» devienne un élément majeur de la réponse mondiale à la crise climatique.

## Shell, Walmart, BlackRock

En termes de plans, la recherche se concentre sur Shell. Elle fut la première entreprise à être contrainte par les tribunaux à assumer la responsabilité de la crise climatique. D'ici 2030, la compagnie pétrolière prévoit d'acheter plus de compensations d'émissions que ce qui était disponible à partir de la pleine capacité du marché mondial de compensation volontaire du carbone en 2019.

Selon l'étude, le plan climatique de Walmart est «complètement négligeant à l'égard des émissions de sa chaîne de valeur». Ces émissions représentent environ 95% de l'empreinte carbone de l'entreprise américaine transnationale spécialisée dans la grande distribution. Parallèlement, le plus grand gestionnaire d'investissements au monde, BlackRock, s'est engagé à atteindre la neutralité climatique d'ici 2050, même si, en 2020, il prévoyait de vendre la plupart de ses stocks de combustibles fossiles «dans un avenir prévisible». La multinationale détient toujours 85 milliards de dollars de charbon.

Un autre des plans examinés par l'étude est celui du géant brésilien de la viande, JBS. Cette entreprise, impliquée dans la déforestation de l'Amazonie brésilienne, s'est engagée à mettre fin à cette pratique dans sa chaîne d'approvisionnement d'ici 2035. D'ici là, pendant 14 ans, elle continuera à contribuer à la déforestation au lieu d'y mettre fin immédiatement.

## Institutions académiques sous influence

La recherche passe également en revue certaines des stratégies utilisées par ces industries pour s'assurer que leur programme «net zéro» devienne un élément majeur de la réponse mondiale à la crise climatique. L'une des principales consiste à commander des études universitaires afin d'influencer les règles relatives aux engage-

ments nets zéro d'une manière qui nuit à leur efficacité globale.

Ainsi, le rapport révèle comment ces entreprises de combustibles fossiles et d'aviation ont exercé un lobbying intense pour obtenir l'adoption d'un crédit d'impôt aux Etats-Unis, appelé 45Q. Ce dernier subventionne le captage et le stockage du carbone. «Il est probable que ces mêmes sociétés ont obtenu des millions grâce à ce crédit, bien qu'elles n'y aient pas droit», indique le document.

En outre, certaines entreprises ont apporté des contributions financières massives à des établissements universitaires de renom, tels que le Massachusetts Institute of Technology, l'Université de Princeton, celle de Stanford et l'Imperial College de Londres, afin de façonner et d'influencer la recherche sur la consommation zéro.

Compagnie pétrolière largement montrée du doigt pour avoir nié le changement climatique depuis des décennies, Exxon Mobil en est un exemple. Elle s'est réservé le droit d'examiner officiellement les recherches avant qu'elles ne soient achevées. Dans certains cas, elle l'a fait pour inclure son propre personnel dans l'équipe de recherche du Global Climate and Energy Project de l'Université de Stanford. ■

Alba Mareca

Paru sur [climatica.lamarea.com](http://climatica.lamarea.com) adapté par la rédaction

Rapport en français: [www.corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2021/06/La-Grosse-Arnaque\\_FR.pdf](http://www.corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2021/06/La-Grosse-Arnaque_FR.pdf)

# Le rail privé britannique, ce mort-vivant...

**GRANDE BRETAGNE • Trains hors de prix, en retard, souvent annulés: même le gouvernement de Boris Johnson doit reconnaître que la privatisation du rail anglais est un échec. Mais plutôt que de le renationaliser comme le demandent deux tiers des Britanniques, il a décidé de relooker la privatisation du rail. Explications.**

En 1994, la Royaume-Uni privatisait l'ensemble de son chemin de fer. Transport de passagers, vente de tickets, entretien des voies... tout allait mieux rouler avec le privé: moins de retards, plus de services, des tickets moins chers.

Mais très vite, le rail anglais dépérit: de nombreux accidents ont eu lieu, dont le terrible accident de Hatfield (4 morts) dus à un mauvais entretien des voies. Le service se dégrade et les tarifs sont de plus en plus chers. Les Britanniques dépensent en moyenne 14% de leur salaire mensuel pour faire la navette, contre 2% en France par exemple. Un jeune YouTubeur fait ainsi le calcul qu'il lui revient moins cher de faire le trajet de Sheffield (nord de l'Angleterre) à Essex (est de Londres) en passant par Berlin en avion, plutôt que de prendre le train.

Enfin, les conditions de travail se dégradent, comme en témoigne le splendide film de Ken Loach, *The Navigators*. Les opérateurs privés en ont par contre tiré des profits importants. Le syndicat anglais TUC a ainsi calculé que les actionnaires des compagnies privées avaient reçu un milliard de livres (environ 1,16 milliard d'euros) en dividendes entre 2013 et 2018. La privatisation du rail au Royaume-Uni en 1994 est donc un échec. Suite aux accidents à répétition, le gouvernement britannique avait déjà renationalisé la gestion de l'infrastructure en 2002, en créant Network Rail.

## Même la droite reconnaît l'échec

Mais les retards, les tarifs élevés et la mauvaise qualité du service n'ont pas arrêté pour autant. Les syndicats et de



Une manifestation «Bring Back British Rail» à King's Cross à Londres en 2019.

Bring Back British Rail

voyageurs ont continué à dénoncer l'échec de la privatisation et à réclamer une renationalisation. Deux tiers de la population soutient cette reprise de contrôle public. Sous la direction de Corbyn, le Labour avait également fait campagne en ce sens.

L'échec du système est visible par tous. Sous pression, de l'opinion publique et des syndicats, le gouvernement de Boris Johnson a été obligé de le reconnaître, dans un rapport qui vient de sortir. Il met donc fin au système tant décrié des franchises. Ce système donnait l'exclusivité à une compagnie privée de faire rouler des

trains sur une région ou des lignes bien déterminées. Sur cette franchise, la compagnie fixait les tarifs qu'elle souhaitait.

## Même morte, la privatisation du rail britannique vit encore...

Dorénavant, une structure ferroviaire nationale unique (Great British Railways) est rétablie, avec un seul système de billetterie. Mais le gouvernement n'en tire pas toutes les conclusions. Car les compagnies privées restent toujours impliquées pour la circulation des trains, par des délégations de services (le public fixe les

horaires et tarifs et le privé exploite les trains).

Le communiqué du gouvernement est assez clair à ce sujet: «ce n'est pas une renationalisation (...) mais une simplification. Si Great British Railways joue le rôle d'âme dirigeante pour coordonner l'ensemble du réseau, notre plan prévoit une plus grande participation du secteur privé». Et de citer les façons dont le privé pourra s'impliquer dans le transport ferroviaire: faire circuler les trains, innover dans la vente de billets...

Le gouvernement continue donc à financer les profits du privé avec de

l'argent public et celui des voyageurs. Il reste dans une logique de marché. Le groupe d'action We own it, qui se bat pour la renationalisation de toute une série de services publics, estime que cette décision n'est qu'une «privatisation relookée». Les syndicats soupçonnent qu'il y aura encore des coupes budgétaires et que les profits continueront à aller au privé.

## L'Écosse: un autre modèle possible

Le débat sur la renationalisation du rail au Royaume-Uni fait rage depuis des années. Sous pression, l'Écosse et le Pays de Galle avaient été beaucoup plus loin. L'Écosse a ainsi décidé de renationaliser l'entièreté de son rail en mars 2021, car l'opérateur privé (Abellio filiale de la NS néerlandaise) n'atteignait pas ses objectifs. Fini le privé (contrairement au plan du gouvernement de Boris Johnson), c'est une entreprise publique qui fera désormais rouler les trains en Écosse. Cette entreprise conservera l'ensemble du personnel. Les syndicats et organisations de gauche attendent beaucoup de cette véritable renationalisation écossaise.

La lutte pour la renationalisation du rail en Angleterre n'est donc pas terminée. Mais cette nouvelle tentative de la droite pour maintenir coûte que coûte la privatisation du rail britannique montre qu'elle est sur la défensive. Elle a dû reconnaître que la privatisation des années 90 était un échec. Et les syndicats, voyageurs et mouvement de gauche ont déjà annoncé la couleur: ils continueront à se battre pour reconstruire un rail public. ■

Michaël Verbauwghede

Paru dans *Solidaire*

# La gauche retrouve des couleurs mais peine à s'entendre

**FRANCE • Outre la conservation des cinq régions socialistes, les formations de gauche ambitionnent deux conquêtes, en Pays de la Loire et en Île-de-France. Ailleurs, les alliances sont parfois plus difficiles.**

Les sondages annonçaient une sacrée gueule de bois pour la gauche, dont il se disait qu'elle pourrait ne pas être majoritaire là où elle est déjà aux manettes. Malgré une abstention record, les principales formations progressistes pointaient pourtant en tête à l'échelle nationale, et sont en mesure de conserver les cinq régions dirigées par les socialistes. Le premier tour des régionales semble aussi lui donner à nouveau des ambitions de conquête: «Nous pouvons avoir sept régions (sur 18, dont 13 en France métropole, ndlr), dimanche prochain, se prend à rêver Olivier Faure. Il y a peut-être un nouveau monde – le bloc social-écologique – qui permet d'envisager toutes les grandes transitions démocratique, sociale et écologique. Ce bloc peut l'emporter» Le premier secrétaire du PS cible notamment les Pays de la Loire et l'Île-de-France pour de potentielles bascules.

Dans ces deux collectivités passées à droite en 2015, EELV, le PS, le PCF et la FI se sont vite accordés: il y aura une fusion des listes derrière les écologistes arrivés en tête au premier tour. À savoir, Matthieu Orphelin dans la région nantaise et Julien Bayou dans la région parisienne. «L'écologie s'ancre plus que jamais dans les territoires», pense la numéro deux des Verts, Sandra Regol, qui salue les «bons résultats» de son parti. «On fait presque le double de 2015», avance-t-elle. Au rang des satisfaits, figure également Pierre Lacaze, responsable des élections au PCF: «Les communistes devraient voir pro-

gresser leur nombre d'élus dans les régions et les départements. Pour le second tour, nous souhaitons le rassemblement pour soutenir une majorité, mais pas de fusions techniques.»

## Des alliances actées

En Bourgogne-Franche-Comté et en Centre-Val de Loire, les alliances sont actées. Les présidents sortants mèneront des listes communes avec le PCF, la FI et EELV pour garder la tête des conseils régionaux. «On a fait de gros efforts, peu compatibles avec le respect de la proportionnelle parce qu'on est responsables!» tance tout de même Sandra Regol.

Dans les trois autres régions socialistes, les négociations se sont en revanche beaucoup moins bien déroulées. Si le PS reste allié au PCF, les Verts et les insoumis ne figureront, a priori, par sur les listes en Bretagne, en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie. «Il semble que certains barons et baronnes locaux veulent tout faire pour tuer les écologistes. C'est très étonnant pour un parti qui dit vouloir faire l'union partout», tacle Sandra Regol. Autre hiatus en Normandie, où l'alliance PS-EELV refusait, au moment d'écrire ces lignes, de fusionner avec la liste PCF-FI de Sébastien Jumel. «Non contents de faire 12 points de moins qu'en 2015, ils décident de rejeter les plus de 72'000 Normandes et Normands et la seule liste de gauche de progrès en Normandie en leur refusant leur juste représentation de 8 élus



sur 22», écrit le député communiste, qui laisse la porte «ouverte jusqu'au dépôt des listes».

Deux candidats écologistes ont tout de même réussi à mettre rapidement tout le monde d'accord: Karima Delli dans les Hauts-de-France et Jean-Laurent Félizia en Paca. La première, arrivée loin derrière la droite, car elle maintient sa

liste d'union au second tour en l'absence de risque RN. Le second, car, après avoir refusé de retirer la sienne, qui réunit l'ensemble de la gauche, à l'exception des insoumis, a finalement cédé sous la pression. ■

Emilio Meslet

Patu dans *l'Humanité*

# Essai sur les mouvements sociaux

**LIVRE • Peter Gelderloos est un militant américain anarchiste. Son essai, «Comment la non-violence protège l'Etat», est une analyse iconoclaste et controversée des tactiques usant de la violence.**

**P**eter Gelderloos ne prône pas la violence, mais une diversité de tactique au sein des mouvements sociaux afin de dédramatiser l'usage de celle-ci. L'organisation sociale néolibérale capitaliste est intrinsèquement violente. L'auteur met en perspective la violence des manifestations avec la violence structurelle de l'Etat. L'Etat, qu'il soit démocratique ou non, est le système le plus meurtrier qui ait existé comme ce sont les États qui créent des guerres, des génocides, la police et les violences qui en découlent. Le but de l'auteur est donc non pas de dire que les tactiques non violentes sont inutiles, mais de dénoncer les personnes qui combattent la violence de manière dogmatique.

## Oppression et libération

Dans la préface, le chercheur et professeur québécois Francis Dupuis-Déri distingue deux formes de violences. D'une part, la violence institutionnalisée, de l'autre la violence de la résistance. Soit une violence de l'oppression et une violence de la libération, donc l'une légale et l'autre considérée illégitime. «L'Etat distribue des médailles et il érige des monuments pour célébrer la violence d'assassins en uniformes, connus ou inconnus, pendant ce temps des militantes et militants s'entre-déchirent au sujet de la violence qui marquerait les luttes sociales et populaires. Leur sensibilité éthique est à ce point exacerbée qu'une simple pince à découper est associée à la violence.» Il y a là un double standard: pourquoi qualifie-t-on de violence le fait de débou-



Existe-t-il une falsification de l'Histoire, à travers Gandhi, Nelson Mandela ou Rosa Parks érigés comme emblématiques de la non-violence? DR

onner des statues de Christophe Colomb sans vouloir voir la violence que représente la statue elle-même?

Gelderloos avance qu'il faut une diversité des tactiques. Toutefois les «pacifistes» veulent condamner la violence. Le militant anarchiste américain condamne une dénonciation arbitraire de la violence sans la questionner. Il donne de multiples exemples d'actions, de mouvements violents qui ont abouti à des révolu-

tions ou des résultats grâce à la diversité des tactiques dont font partie les actions violentes. Il donne beaucoup d'exemples historiques détaillés comme l'obtention de droits civiques aux Etats-Unis pour les personnes noires ou encore la lutte contre la colonisation Britannique en Inde.

## Instrumentalisation de l'Histoire

L'essayiste montre qu'il existe une falsification de l'Histoire, notamment

à travers des figures comme Gandhi, Nelson Mandela ou Rosa Parks érigés comme emblématiques de la non-violence. Leurs actions ont été falsifiées et déformées au nom de doctrines de la non-violence. Il est hautement problématique d'utiliser de telles figures pour justifier des positions pacifistes. Les personnes citées comme pacifistes ne l'étaient pas... les résultats obtenus par des groupes violents qui auront un fort

impact dans les mêmes luttes sont totalement ignorés.

Cette logique permet aux groupes privilégiés de conserver leurs privilèges. Ce système est illustré à travers plusieurs chapitres. Celles et ceux qui veulent influencer le système pour le modifier sont, à la base, suffisamment privilégiés pour accéder ou s'approcher des positions de pouvoir de ce même système. De plus, le confort des pacifistes étant garanti par un système profondément meurtrier et violent, vouloir profiter de ce système violent d'une part et se dire non violent d'autre part se révélerait contradictoire.

## Médias et stratégies

L'ouvrage explore aussi le rapport aux médias. Mais aussi les stratégies. Soit la voie à suivre, comme les règles d'un jeu pour atteindre un objectif. Et les tactiques – les actions pour arriver au résultat tracé par la stratégie... Le débat porte sur le fait de savoir si la tactique est moralement bonne ou non. Mais non plus sur le fait de savoir si les tactiques permettent d'arriver ou pas à l'objectif visé.

Ce livre est accessible, y compris pour les personnes non habituées aux concepts politiques abordés. Il utilise un vocabulaire facilement compréhensible qui permet... à des personnes non-militantes de s'initier à ces thématiques sans être trop simpliste. ■

Radix.red

Publié par l'équipe de Radix.red, adapté par la rédaction

Peter Gelderloos, *Comment la non-violence protège l'Etat: Essai sur l'inefficacité des mouvements sociaux*, Editions libres, 2018, 235 p.

## L'Afrique victime de Mdou Moctar

**DISQUE • Un brûlot de rock psychédélique nous arrive en provenance du Sahel. Continuateurs d'un style flamboyant de Van Halen à John Squire, Mdou Moctar et son posse incendient leurs guitares rock sur l'autel de la musique traditionnelle nomade du nord de l'Afrique.**

**M**dou Moctar comme Tinariwen fait partie de ces nomades du désert qui fréquentent et constituent un chapelet d'oasis sahéliennes regardant le blues et le rock comme une extension de leurs pratiques. Dans le grand bazar des échanges, des cassettes refourguées sur les marchés comme des CD gravés ou des fichiers échangés par SMS, on imagine Mdou Moctar faisant son miel d'imports d'Eddie Van Halen et revivifiant ainsi un jeu ancestral dans les amplis et guitares made in USA.

On pense sans cesse à des va-et-vient entre des espaces culturels pas si éloignés que ça, liés, aussi, par des flux d'argent moins réciproques. Chez Mdou Moctar ou Ahmoudou Madassane, on retrouve un goût du psychédélicisme et de la transe, capable d'engendrer des images fortes (voir *Zerzura*, un film jodorowskien de Christopher Kirkley) ou des univers sonores trans-boogie psyché à la sauce éruptive. *Afrique Victime*, le titre éponyme de l'album, ressuscite le génie noise du jeune Van Halen, mais convoque aussi d'autres grands de la six-cordes auxquels on n'aurait pas spontanément pensé. Le jeu de Moctar et consorts nous évoque, et c'est le plus curieux, les folies de John

Squire des Stones Roses sur *The Second Coming*, album hautement mésestimé pour un chef-d'œuvre, de guitares savantes et cruciales. L'album *Afrique Victime* pourrait bien en être son cousin africain, en version cramée par le soleil. Même furie, même lyrisme, mêmes évidences pop travaillées par le folk, des effusions, des divagations un peu longues mais tellement jouissives, des douceurs aussi.

On pourra reprocher les américanimes (l'impro *Untitled*), mais cette colonisation pacifiée, ce retour d'appropriation culturelle comme on dit nous enchante. Reste que les titres plus traditionnels emportent la mise. La berceuse *Tala Tannam*, bien sûr, ou *Bismilahi Atagah*, finale tout en montée en puissance progressive, finissant en gaze légère, prouvent que la palette de Mdou Moctar est large.

On aime également les titres quasi crossover *Layla* (vague réminiscence de Derek & the Dominos?), avec son démarrage haché, interrompu, lorgnant vers les accidents numériques de nos expérimentateurs favoris.

Évidemment la sauce prend le mieux, pour nos oreilles corrompues, dans les savants mélanges de tradition et de rage électrique (dont *Konono N°1* serait la version sudiste noise), ici plus



Mdou Moctar fait souffler un sirocco électrique sur ses compositions. Kelav Slavoran

rock psychédélique. Pour ceux qui ont suivi les errances enfumées de Bonnie Prince Billy (groupe folk étasunien culte, ndlr) avec les Bitchin Bajas, on comprendra que Will Oldham (membre presque unique de Bonnie Prince Billy) et Sweeney aient voulu inviter la bande à Mdou Moctar sur son *Superwolves*. *Chismiten* et *Asditke Akal* sont de ce jus-là: wah-wah en échange des youyous. Hendrix ne s'est pas tué à la tâche (drogue et guitare) pour rien. Il n'est que plus juste qu'on prenne

cet *Afrique Victime* pour ce qu'il est, une véritable bombe à l'uranium enrichi. Un constat amer, mais plein d'amour qui nous invite à regarder vers nos frères nigériens autrement qu'à coups de Serval, Épervier, Barkhane, sans oublier la clique Areva et Vinci (et, sans doute, leurs successeurs chinois). ■

Guillaume Delcourt, avec l'aide de Johanna D (Popnews.com)

Mdou Moctar, *Afrique Victime*, Matador, 2021.

## Les enjeux climatiques expliqués aux enfants

**D**epuis que le Covid-19 fait l'actualité, les paroles de Greta Thunberg sur les enjeux climatiques sont moins relayées en France. En revanche, vient de paraître *Mission Climat*, qui s'adresse aux enfants de 8 à 12 ans. Préfacé par Jean Jouzel, cet ouvrage met à la portée des citoyens en herbe les causes du réchauffement climatique, les raisons de son accélération, les risques induits pour notre futur, mais aussi les solutions pour freiner le processus en cours. Pour inciter chaque enfant à réduire son bilan carbone au quotidien, on lui indique que cesser de consommer autant ne veut pas dire revenir à l'âge préhistorique, à tailler du silex et à chasser du gibier! Cela signifie arrêter de vouloir ce que la publicité nous dit d'acheter. Car, non, nous n'avons pas besoin du dernier jouet à la mode, du dernier téléphone ultradesign, d'un pantalon de plus ou d'une nouvelle paire de chaussures. Que nous soyons parents ou grands-parents, osons offrir ce livre qui facilite la prise en compte des enjeux climatiques par les jeunes enfants. ■

Gérard Le Puill

Paru dans *L'Humanité*

Séverine de La Croix, Thérèse Bonté et Laurent Audouin, *Mission Climat*, Glénat Jeunesse, 66 pages illustrées.

# Môtiers fait œuvre de tout bois

**EXPO • La triennale de sculptures accueille 45 œuvres au Vallon. A leur découverte, le paysage devient une expérience convoquant espace rythmé par le temps, le mouvement, l'installation sculptée telle chapelle, cabane ou ailes géantes d'oiseaux.**

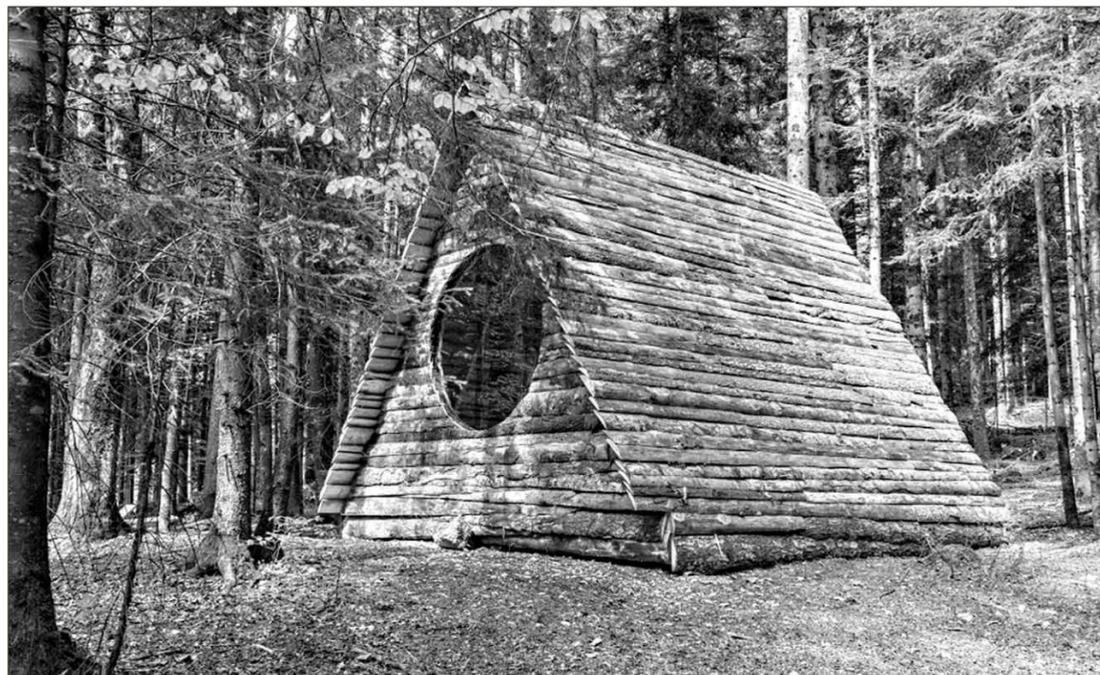
Pour les frères Grégory et Cyril Chapuisat, entrer dans leur temple, inspiré d'un monument indien et d'une technique japonaise pour le bois brûlé à l'extérieur, ne va pas de soi. Elle se fait en rampant, à l'image de nombre de leurs œuvres d'un accès physique délicat, voire impossible, dans son entrée par le corps. *Rétrogression* est son nom. Aux yeux de Grégory Chapuisat, «l'idée d'avancer à reculons convient parfaitement à notre période singulière, le titre participe du jeu sur les mots. L'accès à la plupart de nos œuvres, lui, se réalise à quatre pattes, une forme de *dégression*. On rend ainsi la personne plus perméable à l'œuvre qu'il accueille, sous forme de rite de passage. Une fois entré, l'on peut changer de point de vue, développer une perspective autre, dans une attention renouvelée à ce qui environne le visiteur.»

## Cocon méditatif

Mis en position basse, l'être est amené à proposer des questions, non à imposer. La posture peut rejoindre de loin en loin celle du *sampai*, prosternation courante dans la pratique du Zen. Se relever ensuite au cœur de l'édifice perché sur un monticule près d'une centrale électrique, c'est se retrouver en apesanteur au cœur d'une palette de cinq couleurs de bois. La construction tient de «l'ouvrage défensif, du cocon méditatif et régressif, du monument et de la cabane» selon l'artiste.

Des thèmes de prédilection que le tandem fraternel attaché à la formule *In Wood We Trust* (intitulé de l'une de leur série) aborde depuis ses débuts. Le duo artistique est passé maître dans l'art d'imaginer des pièces aux lisières de la sculpture monumentale et de la micro-architecture. Ses créations architecturées métamorphosent l'espace. Ceci afin de moduler la frontière entre intérieure et extérieure, affiner autant que troubler la perception d'une réalité éminemment subjective.

Rattachée davantage à l'art envi-



Réalisation de l'artiste plasticien Alexandre Joly, *La Chapelle inversée* invite à découvrir sous un angle inédit l'environnement forestier.

Crédit

ronnemental, où l'artiste est en dialogue direct avec l'environnement qu'au *land art*, cette tendance de l'art contemporain utilisant le cadre et les matériaux de la nature, la sculptrice genevoise Mireille Fulpius déploie *Rémiges*, qui fait référence aux grandes plumes ou penes des ailes d'oiseaux. Leur disposition invite le regardeur à faire le tour de la sculpture.

Le regard embrasse, mesure tout le paysage environnant à l'aune des planches le scandant à l'instar des ailes d'Icare, Ange ou Démon porté disparu. On peut ainsi relever les sources littéraires du *land art* anglais au sein de la poésie du 19<sup>e</sup> siècle. Singulièrement grâce à la figure du poète vagabond et l'exemple de l'Anglais William Wordsworth, l'un des premiers à avoir fait de la marche une forme d'être au monde.

## Circulation et envol

La pièce est une inspirée partition ou gamme de longues et effilées planches boisées évoquant les ailes d'un oiseau.

«L'essentiel est de pouvoir ressentir le jeu du dedans et du dehors. Mais aussi naviguer, se promener sous la sculpture afin de comprendre et ressentir l'espace que je recrée ainsi. En éprouver les jeux avec la lumière, la hauteur, les lignes incurvées dialoguant entre elles. Il existe un puissant effet cinétique lorsque l'on tourne autour de *Rémiges*», souligne la sculptrice. Depuis longtemps dans son travail, la répétition d'un module de base débouche sur d'amples structures et installations paysagères empreintes d'une grande lisibilité et clarté. Elles sont réalisées avec «des moyens fort simples. Ceci dans la tentative de ramener à l'échelle du site naturel d'exposition pour que le spectateur ne soit pas perdu en cet immense paysage.»

C'est un «jeu de constructions mariant la réflexion au ludisme», sourit Mireille Fulpius. L'esprit géométrique est son alpha et oméga, étant «minutieuse dans le choix des dimensions, matériaux et architectures de la

réalisation». Cela transite naturellement par une phase préparatoire riche en dessins, croquis, études et maquettes. «Dans mon atelier à Seysel (Haute-Savoie) installé au cœur d'une friche industrielle, je commence toujours par jouer avec des morceaux de bois, construisant des maquettes. C'est en ce sens que je parle de ludisme, tout en soulignant que l'œuvre est longuement, profondément pensée avant sa réalisation.»

## Forêt comme temple

Après son escadrille de kayaks recouverts de plumes de paon glissant en apesanteur entre les frondaisons pour l'édition 2007 et sa mise en regard de la nature se reflétant en une sorte de machine à vision mise en abyme par un habile jeu de glaces réfléchissant l'univers forestier à l'infini en 2015 (*My Love Mother Nature*), le plasticien genevois Alexandre Joly propose *La Chapelle inversée*. Qui poursuit dans le même sillon avec un espace d'écoute et de vision en mode d'observation

jouant sur la lumière et la présence caméléon de l'œuvre dans le site. A l'image du satellite échoué dans les plis mousseux de la terre de *My Love...*, sa nouvelle installation fonctionne aussi comme un vaisseau spatial. «La forêt-cathédrale devient l'objet de notre attention. Le choix du lieu, l'emplacement et l'orientation sont dans ce sens des paramètres essentiels. Reprenant l'étymologie latine *foris* qui signifie l'ailleurs et plus précisément *forestis*, «ce qui est en dehors», la forêt se révèle comme un monde à redécouvrir, *La Chapelle inversée* est un nouveau prisme à travers lequel l'appréhender», écrit l'artiste.

## Formes élémentaires

L'architecture triangulaire simple est bâtie avec du bois de la région. Son intérieur abrite un grand disque de verre (ou film dichroïque). «Le cercle dans le triangle participe ici à créer un espace de méditation.» Inspiré davantage par l'univers de la science-fiction que par le psychédéisme ou le religieux d'anachorète penseur en forêt dans le sillage du philosophe américain Henry David Thoreau, précurseur de la désobéissance civile, ce vitrail monochrome ménage une troublante ouverture ou *veduta* sur le paysage. L'intérieur se retrouve baigné de teintes spectrales et poétiques.

En ces temps de catastrophe environnementale, on songe alors aux éclairantes réflexions si attentives aux différentes formes du vivant développées par Marielle Macé dans son essai, *Nos Cabanes*. «Nous n'avons pas l'habitude d'être à l'écoute des choses qui ne parlent pas: nous ne savons pas comment nous y prendre pour les entendre et pour nous relier à elles», avance l'historienne de la littérature. Plane ici le souvenir des ZAD, qui tout à défendre par essence, peuvent aussi se profiler comme des lieux de contre-attaques sociales et contre-feux, au moins symboliques. ■

Bertrand Tappolet

Môtiers - Art en plein air. Jusqu'au 26 septembre. Rens.: [www.artmottiers.ch](http://www.artmottiers.ch)

# Les diverses vies de Coco Chanel

**LIVRE • Une biographie se penche sur l'attitude pendant l'Occupation, puis l'exil, de la célèbre styliste française Gabrielle Chanel, dite «Coco Chanel».**

Il y a cinquante ans, en 1971, Gabrielle (Coco) Chanel, décédée à Paris, était enterrée au cimetière du Boix-de-Vaux à Lausanne. Elle avait passé de longues années en exil dans cette ville. La biographie que lui consacre Marie Fert, qui s'appuie en bonne partie sur la bibliographie déjà existante, mais aussi sur les archives et sur des interviews, ne comporte certes pas beaucoup d'éléments fondamentalement nouveaux. Mais elle constitue une bonne synthèse de la vie de la créatrice de mode mondialement connue, avec ses zones de lumière et d'ombre.

Il y a la femme forte qui, née en 1883, connut une enfance misérable et qui s'acharna à réussir dans la vie, ce qui explique sans doute sa dureté comme patronne, son appât du gain et son besoin forcené de paraître. Il y a la femme libre et indépendante, qui connut de nombreux amants, parmi lesquels on peut compter le grand-duc Dimitri de Russie, le poète Paul Reverdy, le compositeur Igor Stravinsky et, plus dangereusement, le riche duc de Westminster, proche de l'éphémère et très germanophile roi d'Angleterre Edouard VIII. Il y a la grande couturière qui, d'une certaine manière,

libéra dès 1914 le corps des femmes en supprimant le corset et en créant des tenues adaptées à leur émancipation. Et qui eut le génie de créer, en 1921, le célèbre parfum Chanel No 5, promis à un succès mondial jusqu'à nos jours.

Enfin il y a la Gabrielle Chanel des années de l'Occupation, antisémite et collaboratrice qui, heureusement pour elle, ne fut pas accusée en 1945 de ce que des documents implacables allaient révéler plus tard. Mais consciente du danger et ne voulant pas risquer l'infamie d'être tondu, voire le peloton d'exécution, elle jugea plus prudent de s'exiler en Suisse. C'est à ses activités pendant la guerre et à cet exil qu'est consacrée la majeure partie du livre.

## Collaboration avec l'occupant

Si l'attitude de Gabrielle Chanel s'était limitée à la «collaboration horizontale» avec son amant le distingué baron Hans Günther von Dincklage, par ailleurs espion nazi, elle aurait pu être pardonnée, comme le fut celle de l'actrice Arletty qui, elle, cependant, se vit interdire de tournage pendant trois ans, et de bien d'autres Françaises séduites par

le prestige viril du vainqueur. Mais Gabrielle Chanel franchit la limite de l'authentique collaboration. L'auteure donne d'intéressants détails sur la rocambolesque opération mise sur pied par le chef du contre-espionnage nazi, le SS Walter Schellenberg, et à laquelle Gabrielle Chanel participa. Celle-ci visait à enlever l'ex-roi Edouard VIII, aux fortes sympathies pro-nazies, avant que celui-ci ne soit prudemment envoyé par Churchill dans les Caraïbes, et de le remettre sur le trône à la place de son frère George VI qui, lui, fit preuve d'une attitude exemplaire dans l'Angleterre résistante à l'Allemagne hitlérienne. On devait apprendre plus tard que le nom de la grande modiste figurait dans les registres de l'Abwehr, agent F-7124, nom de code Westminster! Si elle sauva sa peau en 1945, c'est sans doute grâce à l'intervention du même Churchill, qui craignait que le scandale n'éclaboussât la famille royale... Gabrielle Chanel préféra donc, à la Libération, prendre le chemin de l'exil en Suisse. Elle allait y retrouver tout un beau monde, compromis dans le pétainisme et la collaboration. On peut citer les noms de Georges Bonnet, de Jean Jardin, ou encore de l'écrivain Paul Morand. Ce der-

nier ressassa sa rancune et ses délires antisémites pendant son séjour à Vevey. La cité lémanique constitua pendant quelques années un pôle de rencontre de notables vichystes compromis sous l'Occupation. L'auteure explique aussi les démêlés judiciaires de Gabrielle Chanel avec la famille Wertheimer, d'origine juive, qui détenait 90% des parts de la maison Chanel, et qu'elle avait cru pouvoir déposséder pendant la sinistre période d'«aryanisation» des entreprises françaises.

Enfin, au terme de cet ouvrage de lecture agréable et parfois captivante, on assiste aux dernières années en Suisse de la créatrice, devenue une vieille femme solitaire, tyrannique et aigrie, mais toujours élégante, entre palaces de la Riviera et son ultime résidence sur les hauts de Lausanne. Voilà donc le portrait d'une femme hors pair, habitée par un certain génie, mais assez peu sympathique et qui, surtout, se compromit dangereusement pendant la période la plus tragique de l'histoire de la France. ■

Pierre Jeanneret

Marie Fert, *Gabrielle Chanel, les années d'exil*, Genève, Slatkine, 2021, 131 p.